

# LES JEUNES

---

## INTERNATIONALISTES

### Vers une reconfiguration géopolitique du Moyen-Orient ?

Compte rendu de la conférence du mardi 19 décembre 2017  
à l'Université Paris II Panthéon-Assas

Participants : environ 150

Modérateurs : Alexandre FRANCE et Manon LAROCHE

#### Intervenants

Bernard HOURCADE, géographe spécialiste de l'Iran, auteur de l'ouvrage *Géopolitique de l'Iran* et directeur de recherche émérite au CNRS au sein de l'équipe de recherche Monde iranien et indien

Marc LEFEVRE, porte-parole de La Paix maintenant, organisation de soutien en France du mouvement Shalom Akhshav en Israël

Rachid CHAKER, doctorant au Centre Thucydide sur les rivalités d'influence dans le Golfe persique

#### Problématiques abordées

La mise en œuvre par l'Arabie Saoudite d'un rapprochement stratégique avec la Russie

La crise qatarie et ses conséquences sur les relations entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite

Le retour de la puissance perse et la place de la question chiite dans la géopolitique iranienne

La place d'Israël au sein du Moyen-Orient et les perspectives de résolution du conflit israélo-palestinien

#### Résumé

##### **1<sup>er</sup> intervenant, M. Rachid CHAKER**

M. Chaker a abordé le réengagement de la Russie au Moyen-Orient depuis 2011, aussi bien à travers ses prises de position au sein du Conseil de Sécurité que par le soutien militaire apporté au régime syrien de Bachar Al-Assad. Il a également évoqué un rapprochement entre la Russie et l'Arabie Saoudite, qui d'un point de vue historique peut sembler contre-nature pour plusieurs raisons. D'une part, la proximité ancienne du Royaume avec les Etats-Unis ainsi que le soutien de l'URSS aux républicains des pays arabes (notamment au régime de Nasser dans les années 1960) semblent contradictoires avec l'idée d'un rapprochement russo-saoudien. Ajoutons à cela que dans les années 1980 lors de l'intervention soviétique en Afghanistan, les saoudiens finançaient les moudjahidines pour combattre les forces du bloc de l'Est puis ont apporté, quelques années plus tard, leur soutien politique aux tchéchènes indépendantistes. Rien ne laissait donc présager une possible alliance entre ces deux Etats au fort clivage idéologique, le wahhabisme semblant être en totale opposition avec la tradition communiste athée qui a longtemps caractérisé la politique de Moscou. Néanmoins, de nombreux éléments comme la volonté américaine de conforter la supériorité militaire d'Israël dans la région par la politique du *qualitative military edge*, le refus de Barack

Obama de bombardier le régime de Bachar Al-Assad ainsi que l'adoption récente du JASTA permettant à un justiciable de poursuivre un État soupçonné de complicité d'actes terroristes ont contribué à la dégradation des relations liant Washington et Riyad. Ces divergences semblent propices à un rapprochement de la monarchie pétrolière avec la Russie, comme l'illustre la visite inédite du roi Salmane à Moscou en octobre dernier. Si la Russie s'intéresse de près au projet "Vision 2030" visant à diversifier l'économie saoudienne, de son côté, l'Arabie Saoudite espère limiter l'entente russe avec Téhéran. Cependant, de nombreux arguments tendent à relativiser l'idée d'une substitution russe au rôle traditionnellement occupé par les Etats-Unis au Moyen-Orient : dans cette région, les relations sont principalement fondées sur un lien étroit de confiance. Or, l'absence historique de proximité entre Moscou et les pays du Golfe (à l'exception de l'Irak) semble récuser l'hypothèse d'un nouveau « gendarme du monde » russe, d'autant plus qu'assumer ce rôle coûterait cher à la puissance en comparaison des bénéfices qu'elle pourrait en tirer. L'antagonisme idéologique ainsi que les divergences politiques – sur le conflit syrien mais aussi sur le dossier de l'Iran pour lequel Riyad est défavorable à un apaisement – laissent à penser que la nature de la collaboration entre ces deux pays demeurera principalement économique. De plus, après avoir mené une campagne hostile à l'égard des pétromonarchies, le Président Trump semble vouloir renouer des relations avec le royaume saoudien, notamment pour contrer l'influence de l'Iran dans la région : il a ainsi effectué sa première visite à l'étranger à Riyad et n'a pas hésité à défendre le royaume saoudien lors de la crise l'opposant au Qatar. A moins qu'un changement géopolitique majeur ne s'opère dans et autour de la péninsule arabe, les Etats-Unis demeureront donc l'interlocuteur privilégié des monarchies du Golfe.

## **2<sup>ème</sup> intervenant, M. Bernard HOURCADE**

Pour aborder la problématique de l'Iran et de sa place dans le Moyen-Orient, M. Hourcade insiste sur la nécessité de remonter jusqu'à la Révolution islamique de 1979 ayant mené à la chute du Shah. Ce changement brutal de régime n'est pas perçu d'un bon œil de la part des Etats-Unis, qui y voient une menace soviétique dans un contexte de Guerre froide : l'avènement d'un gouvernement républicain aux mains de religieux chiites prônant la défense des droits de l'homme et s'opposant à Israël représente une menace polymorphe pour les intérêts de la puissance occidentale. La priorité des Etats-Unis est donc de renverser le nouveau régime : nourri par l'espoir d'un retour du Shah, le bloc de l'Ouest apporte ainsi son soutien à l'Irak dans la guerre qui l'oppose à l'Iran. Cependant, affaibli par le coût de la guerre que les puissances refusent de se partager, Saddam Hussein finit par envahir le Koweït dans le but d'obtenir une compensation à ses pertes. Une dizaine d'années plus tard, après la mise sous tutelle internationale de l'Irak puis son invasion par les Etats-Unis et le renversement de Saddam Hussein, on assiste à l'émergence des monarchies pétrolières qui jusqu'à présent n'existaient que de manière relative sur la scène internationale. Dans cette région au sein de laquelle les rapports de force se modifient considérablement, on observe une relative stabilité de l'Iran qui a su maintenir les Mollahs au pouvoir pendant près de quarante ans – au prix, certes, de quelques répressions – jusqu'à la signature en juillet 2015 d'un accord sur le nucléaire, traduisant la reconnaissance de sa puissance sur le plan international. Le rôle de la société iranienne n'est pas à négliger et ses évolutions politiques, sociales et culturelles ont largement contribué à séculariser le pays : aujourd'hui, seule une poignée de députés appartient au milieu religieux. L'un des enjeux majeurs a une dimension sécuritaire : l'Iran est un pays encerclé qui a longtemps dû faire face aux assauts de forces hostiles. Tour à tour victimes des invasions des Empires ottoman, britannique et tsariste, pour ne citer que ceux-là, les iraniens ont développé un fort sentiment national – sans pour autant adopter une attitude offensive, n'ayant pas les moyens techniques pour soutenir une invasion extérieure sur le long terme. Dès lors, parler de volonté hégémonique de l'Iran au sens d'une ambition impérialiste semble être une conclusion hâtive et sans fondement. Au Moyen-Orient, deux systèmes semblent opposer l'axe des républiques à celui des pétromonarchies avec l'Arabie Saoudite en tête de file : on a d'un côté un islam politique, républicain et communiste, pouvant être perçu comme une menace, et de l'autre un islam plus religieux, voire fondamentaliste mais traditionnellement apolitique. Deux Etats modernes, armés, intelligents et bénéficiant d'une aide internationale se font face, aucun d'entre eux ne pouvant détruire l'autre, dans une région où les

jeux de pouvoir modifient constamment les rapports de force. Cependant, dans ce contexte conjugué à la montée du terrorisme dans la région, l'Iran n'a d'autres choix que d'adopter une politique réaliste pour se protéger des menaces extérieures, même si cela doit passer par un soutien affiché à des dictateurs tels que Bachar Al-Assad.

### **3<sup>ème</sup> intervenant : Marc LEFEVRE**

M. Lefèvre est intervenu dans le cadre de la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien. Il considère Israël comme une puissance humaniste lors de sa création, puis ayant réussi son inscription dans la mondialisation en développant à la fois sa force militaire et son économie : avec une croissance dynamique, un très faible taux de chômage et une balance commerciale excédentaire, Israël semble être la puissance de référence au Moyen-Orient. Malgré cela, le pays est touché par un sentiment d'insécurité, et les conséquences des guerres – choisies ou non – qui l'ont opposé à différents pays se font toujours ressentir aujourd'hui. Parmi les israéliens, les plus désireux de trouver une solution pacifique sont, contre toute attente, les militaires au contact de l'extérieur, car ils perçoivent davantage l'intérêt de négocier afin d'éviter qu'une guerre incontrôlée ne se retourne contre Israël. Actuellement, si le conflit israélo-palestinien est mineur d'un point de vue sécuritaire par rapport à ce qu'a connu l'Etat hébreux par le passé, sa véritable dangerosité réside dans la manière dont il marque les esprits dans toutes les sociétés au-delà même de la région du Moyen-Orient. Les dirigeants israéliens cherchent à affaiblir les Palestiniens jusqu'à obtenir leur reddition, ce qui selon M. Lefèvre ne se produira pas. La résolution du conflit les opposant à Israël leur serait pourtant extrêmement favorable du fait du mépris dont les Palestiniens font l'objet dans les pays arabes – la solidarité de façade de l'Iran ne serait d'ailleurs qu'une manoeuvre destinée à défendre ses propres intérêts. Cependant, les déclarations récentes de Donald Trump sur la ville de Jérusalem, qui alimentent l'idée d'un conflit religieux, ont provoqué un dangereux embrasement du conflit et pourraient mettre à mal la recherche d'une solution pacifique entre les deux parties. De plus, la communauté européenne, qui finance de grands projets de R&D dans la région, ne se donne pas les moyens d'utiliser son positionnement comme un contre-pouvoir pour pacifier le conflit. Reste donc la Chine, avec laquelle Israël entretient des relations diplomatiques plus prudentes : les rapports de force fondés sur la culpabilisation ne fonctionnent pas comme avec les pays occidentaux et l'Etat hébreux aimerait pouvoir bénéficier de l'ouverture de ses marchés. La Chine est donc en mesure de se positionner plus fermement pour prendre part à la résolution du conflit : elle a par ailleurs exprimé cette volonté en conviant à Pékin dès la semaine prochaine une délégation palestinienne ainsi qu'une délégation israélienne composée de députés de l'opposition et de soutiens à l'Initiative de Genève. Enfin, la Russie, qui partage plusieurs intérêts avec Israël, pourrait constituer un facteur de paix, comme en témoigne la condamnation de la part de Moscou des propos tenus par le Président américain. Si la plupart des Israéliens sont favorables à un règlement pacifique du conflit, ils ont cependant beaucoup à craindre : l'irresponsabilité de Donald Trump, la maladresse de l'Arabie saoudite qui peine à se positionner et la folie messianique des dirigeants israéliens ne semblent pas aller dans le sens d'une paix immédiate.

Clémence CHEVALIER, Secrétaire générale des Jeunes internationalistes



**CENTRE THUCYDIDE**  
analyse et recherche  
en relations internationales

**LES JEUNES**  
**INTERNATIONALISTES**

*Quelques photos prises le jour de la conférence :*







